



Revue des comptes économiques des provinces et des territoires



Estimations 2005



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0** zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s** valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; lead-info-dcrd@statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-016-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-016-XIF/free_f.htm.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263 1136. Les normes de services à la clientèle sont aussi publiées sur www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires

Estimations 2005

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Novembre 2006

N° 13-016-XIF au catalogue, vol. 2, no 2

Périodicité : semestriel
ISSN 1715-071X

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-016-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB provinciaux en termes de revenus et de dépenses

Tableaux et document analytique Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-213-DDB, 13-213-XDB
Tableaux CANSIM	384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, 384-0036

PIB provinciaux par industrie

Tableaux CANSIM	379-0025, 379-0026, 381-0012, 381-0013, 386-0002
CD-ROM :	
Produit intérieur brut provincial (PIB) par industrie et secteur aux prix de base	15-209-XCB
Production brute provinciale par industrie et secteur	15-210-XCB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publications :	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF
Comptes canadiens de productivité - données	15-003-XIF

Comptes économiques canadiens

Publications :	
Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens	13-010-XIF
Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens	13-605-XIF

PIB nationaux en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006.
Publication :	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique :	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB

PIB nationaux par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0024; 381-0009 à 381-0011, 0381-0014
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Table des matières

Aperçu	4
Faits saillants par province	7
Terre-Neuve-et-Labrador	7
Île-du-Prince-Édouard	8
Nouvelle-Écosse	9
Nouveau-Brunswick	10
Québec	11
Ontario	12
Manitoba	13
Saskatchewan	14
Alberta	15
Colombie-Britannique	16
Yukon	17
Territoires du Nord-Ouest	18
Nunavut	19
À propos de cette publication	34
Politique de révision	34
Révisions dans cette édition	34
À propos de : Comptes économiques provinciaux	35

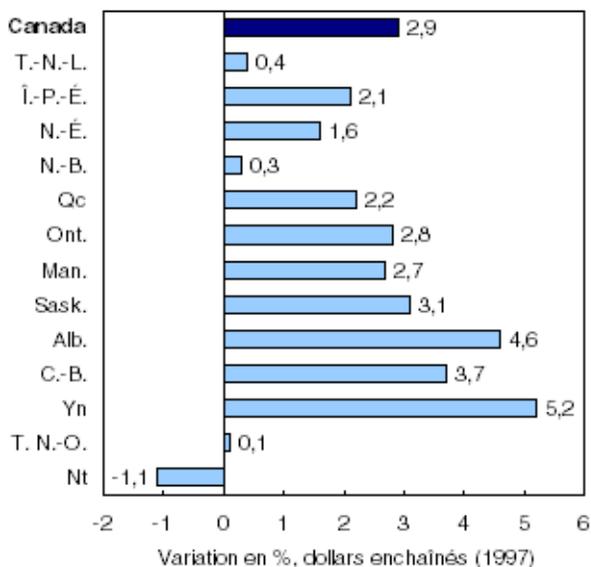
Aperçu

2002 à 2005 (données révisées)

La croissance économique dans l'ouest du Canada a dépassé la moyenne nationale en 2005, tandis que l'activité à l'est de la frontière entre le Manitoba et l'Ontario a été plus faible.

À l'échelle nationale, le produit intérieur brut (PIB) réel s'est établi à 2,9 % en 2005, soit un peu moins que les 3,3 % enregistrés en 2004. Les prix élevés des ressources naturelles, de bonnes conditions de croissance agricole et une forte demande extérieure ont contribué à soutenir la production au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique.

Produit intérieur brut réel, 2005



L'Alberta est venue en tête des provinces pour la deuxième année consécutive, ayant enregistré une hausse de 4,6 % en 2005. Les prix élevés du pétrole et la demande extérieure ont été à l'origine de la croissance qui a eu des retombées à l'échelle de l'économie de l'Alberta. L'activité dans le secteur de l'énergie a stimulé la demande de machines et de matériel connexes auprès des fabricants de la Saskatchewan et de l'Alberta. Parallèlement, l'afflux de travailleurs a fait augmenter la demande de services.

Dans la région de l'Atlantique, au Québec et en Ontario, la vigueur du revenu du travail a donné de l'élan à la demande de consommation et a contribué à maintenir la construction résidentielle à des sommets historiques ou presque. Au Québec et en Ontario, cette croissance a été tempérée par le secteur de la fabrication, qui a été touché par l'augmentation de la concurrence étrangère et des coûts du carburant.

À Terre-Neuve-et-Labrador, les problèmes de production sur les plates-formes de forage pétrolier de Terra Nova et d'Hibernia ont fait stagner la croissance pour la deuxième année consécutive.

Les taux de croissance du PIB réel dans les provinces et les territoires ont été révisés pour la période allant de 2002 à 2005. Dans l'ensemble, le tableau de la croissance économique est demeuré le même, mais les taux de croissance pour 2005 ont été révisés à la hausse dans cinq provinces et territoires soit à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Yukon. La croissance à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec, en Ontario et au Manitoba est demeurée inchangée. Les taux pour le Nouveau-Brunswick, la Saskatchewan, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont été révisés à la baisse.

Tableau 1 Révisions à la croissance du produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)

	2002	2003	2004	2005
	%			
Terre-Neuve-et-Labrador	-0,8	0,0	0,5	0,0
Île-du-Prince-Édouard	-1,0	-0,3	1,4	0,1
Nouvelle-Écosse	-0,2	0,2	-0,6	0,5
Nouveau-Brunswick	0,1	0,6	0,6	-0,2
Québec	-0,3	-0,8	0,4	0,0
Ontario	-0,1	-0,3	0,5	0,0
Manitoba	-0,3	-0,5	0,2	0,0
Saskatchewan	-0,2	0,3	-0,1	-0,1
Alberta	-0,3	-0,2	1,1	0,1
Colombie-Britannique	0,1	0,1	0,6	0,2
Yukon	-1,6	-0,7	0,8	1,8
Territoires du Nord-Ouest	-0,4	3,2	2,4	-0,9
Nunavut	-0,5	1,3	1,7	-0,6
Canada	-0,2	-0,2	0,4	0,0

Profil sur quatre ans : la croissance se déplace d'est en ouest

Entre 2002 et 2005, l'économie canadienne a progressé à un taux annuel moyen de 2,7 %. Les changements qui ont touché la source de cette croissance sont dignes de mention. En 2002, une part importante de la croissance a été le fait des investissements et de la fabrication dans la portion est du pays.

De 2003 à 2005, lorsque les prix de l'énergie et des autres produits de base ont commencé à augmenter, l'impulsion de la croissance nationale s'est déplacée vers l'ouest. Le secteur pétrolier en Alberta, les champs de blé et les mines en Saskatchewan, de même que les forêts en Colombie-Britannique, ont tous profité d'une plus grande demande extérieure et ont alimenté la croissance au Canada.

Tableau 2 Croissance du produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)

	2002	2003	2004	2005
	variation en %			
Terre-Neuve-et-Labrador	15,6	6,2	-0,9	0,4
Île-du-Prince-Édouard	4,8	1,2	3,2	2,1
Nouvelle-Écosse	4,0	1,1	0,8	1,6
Nouveau-Brunswick	4,5	2,3	2,6	0,3
Québec	2,4	1,3	2,7	2,2
Ontario	3,1	1,3	3,2	2,8
Manitoba	1,6	1,3	2,5	2,7
Saskatchewan	-0,4	4,1	3,3	3,1
Alberta	2,2	2,9	5,4	4,6
Colombie-Britannique	3,6	2,8	4,6	3,7
Yukon	-1,3	-0,7	4,3	5,2
Territoires du Nord-Ouest	6,4	20,0	7,6	0,1
Nunavut	5,9	-3,5	2,2	-1,1
Canada	2,9	1,8	3,3	2,9

Les prix des produits de base stimulent la croissance dans l'Ouest du Canada

La Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont toutes vu leur production augmenter au même rythme ou au-delà de la moyenne canadienne au cours des trois dernières années.

En Alberta, la hausse marquée des prix du pétrole des deux dernières années a stimulé les activités dans le secteur pétrolier. Au fur et à mesure de l'augmentation des prix du pétrole en 2004 et en 2005, l'exploitation des sables bitumineux dans le nord de l'Alberta a pris son élan et a amené de nouveaux travailleurs, une progression du revenu du travail, une nouvelle demande de logements et une demande accrue de machines et de matériel destinés au secteur pétrolier. L'afflux de travailleurs a exercé des pressions sur les infrastructures de la province, et la construction de maisons et d'autres bâtiments a grimpé.

En Saskatchewan, la croissance a été plus diversifiée. Une forte demande de l'étranger a contribué à une hausse des exportations de potasse et d'engrais. De même, la production des cultures agricoles a repris, après la sécheresse qui avait sévi en 2002. Le secteur pétrolier de la Saskatchewan, même s'il est beaucoup moins important que celui de l'Alberta, a connu des temps difficiles en termes de volume, mais les prix élevés ont contribué à sa rentabilité, et les bénéfices des sociétés ont augmenté à un rythme soutenu.

Pendant ce temps, la Colombie-Britannique a profité de la tendance à la hausse de la construction résidentielle en Amérique du Nord et a fourni des produits du bois aux constructeurs de maisons canadiens et américains. La croissance du secteur forestier a été particulièrement marquée en 2004, l'industrie ayant tenté de mettre son bois-d'œuvre en marché avant une infestation de dendroctones du pin. La hausse des investissements a été marquée, le secteur de la construction domiciliaire ayant connu une croissance à deux chiffres au cours de trois des quatre dernières années.

Le Manitoba a tiré de l'arrière par rapport aux provinces de l'Ouest, en atteignant presque la moyenne canadienne en 2005, sa production ayant été alimentée par une combinaison d'emploi élevé et de fortes exportations d'électricité.

Principales régions manufacturières durement touchées

Les prix des produits de base, qui ont profité à l'Ouest du Canada, ont nui à la production au Québec et en Ontario. Les économies de ces provinces, qui sont axées sur les exportations, ont ressenti les effets de la hausse de la devise canadienne et les répercussions des coûts plus élevés du carburant. La fabrication a reculé en 2002 et en 2003 au Québec ainsi qu'en 2003 et en 2005 en Ontario.

Sur une note plus positive, l'industrie aérospatiale au Québec a regagné un peu du terrain perdu à la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001. La demande de voitures et de camions produits en Ontario est demeurée vigoureuse, mais dans l'ensemble, les deux provinces ont tiré de l'arrière par rapport à la moyenne nationale au cours des trois dernières années.

Ralentissement de l'activité économique dans l'Est du Canada

Dans la région de l'Atlantique, le secteur du pétrole et du gaz à Terre-Neuve-et-Labrador ainsi qu'en Nouvelle-Écosse a contribué à l'essor économique, en 2002. Cependant, plus récemment, les plates-formes de forage pétrolier de Terra Nova et d'Hibernia à Terre-Neuve-et-Labrador ont eu leur part de problèmes mécaniques. La croissance économique globale dans la province a stagné au niveau de 2003.

En Nouvelle-Écosse, la production de gaz naturel a contribué à l'essor enregistré en 2002, mais l'économie n'a pas réussi à suivre le taux de croissance canadien depuis.

À l'Île-du-Prince-Édouard, où l'économie était autrefois fondée sur l'agriculture, la transformation des aliments et l'industrie aéronautique jouent maintenant un rôle de plus en plus important, et elles ont contribué à la hausse du revenu du travail et des exportations, ainsi qu'à l'augmentation de la croissance moyenne au cours de la période de quatre ans, celle-ci atteignant 2,8 %, soit un peu plus que la moyenne canadienne.

Le Nouveau-Brunswick, qui dépend encore beaucoup du secteur forestier et des produits du bois et du papier en aval, a profité plus récemment des améliorations des infrastructures et a effectué des percées dans le raffinage du pétrole et le transport. Le Nouveau-Brunswick a tiré de l'arrière par rapport à la moyenne canadienne, avec une moyenne de 2,4 % sur quatre ans.

Résultats mixtes dans les territoires

Le Nord du Canada a profité dans une large mesure de ses ressources au cours des dernières années. Dans les Territoires du Nord-Ouest, les mines de diamants sont maintenant à l'origine d'environ la moitié de la production, et elles ont poussé la croissance moyenne sur quatre ans à plus du triple de celle du Canada.

Au Yukon, les dépenses des administrations publiques représentent presque la moitié du PIB. Les investissements en infrastructures ont contribué à l'essor du territoire, et l'exploration des ressources naturelles se poursuit. La croissance au Nunavut a été de 0,9 % en moyenne au cours des quatre dernières années, mais une nouvelle mine de diamants augure bien pour 2006.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué concernant les comptes économiques provinciaux et territoriaux constitue une mise à jour des estimations parues le 26 avril 2006. Cette mise à jour est basée sur les repères annuels d'entrées-sorties révisés pour 2002, les nouveaux repères pour 2003, les révisions et les améliorations aux données d'origine et aux méthodologies. Ces changements touchent le PIB provincial selon l'approche des revenus et dépenses ainsi que le PIB par industrie pour les années 2002 à 2005.

Les taux de croissance des statistiques des comptes des dépenses et par industrie (telles que les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculés à partir des mesures de volume, c'est-à-dire corrigées en fonction des effets de l'inflation. Les taux de croissance des statistiques des comptes des revenus (telles que le revenu du travail, les profits des entreprises et les revenus agricoles) sont calculés à partir des mesures nominales, c'est-à-dire non corrigées en fonction des effets de l'inflation.

Faits saillants par province

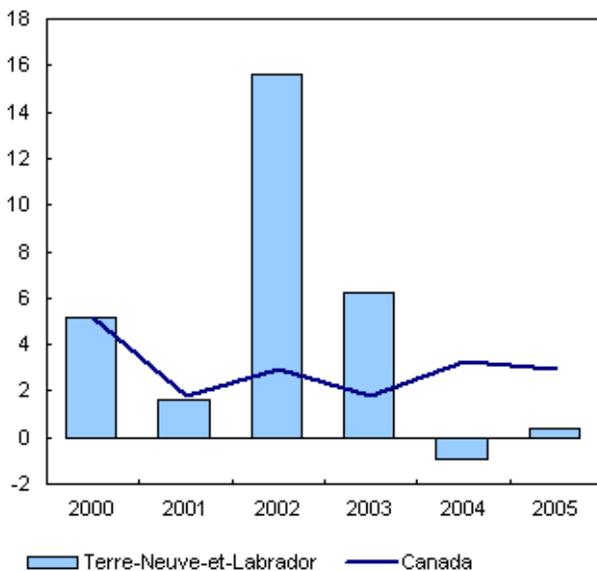
Terre-Neuve-et-Labrador

L'exploitation minière soutient la croissance

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a connu une hausse légère en 2005 (+0,4 %), alors qu'elle avait enregistré un repli en 2004 (-0,9 %). L'activité s'est située bien en deçà du rythme effréné de 2002 et de la croissance vigoureuse enregistrée en 2003. Le recul dans le secteur pétrolier et gazier a contribué à freiner la croissance au cours des deux dernières années.

PIB - Terre-Neuve-et-Labrador

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'industrie du pétrole et du gaz, qui constituait le moteur de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador en 2002 et 2003, a connu des problèmes de production en 2004 et 2005. La production du secteur pétrolier et gazier a reculé à nouveau en 2005, des baisses ayant été enregistrées dans les champs pétroliers d'Hibernia et de Terra Nova. Néanmoins, le prix élevé du pétrole s'est traduit par des bénéfices soutenus des sociétés.

Le secteur minier a récupéré après la grève qui l'avait touché en 2004, stimulé par le début des activités de la mine de nickel-cuivre-cobalt de Voisey Bay en 2005. Les services à l'extraction minière et au forage ont repris le terrain perdu en 2004. Après des résultats inhabituellement élevés en 2004, la production de l'industrie de la pêche a été durement touchée en 2005, en grande partie dû au report de la période de pêche au crabe, aux prix plus faibles et aux répercussions des tarifs sur les exportations de crevettes vers l'Union européenne.

Après deux années de croissance à deux chiffres, les investissements des entreprises ont fait une pause en 2005. Cela montre les répercussions significatives qu'ont eues deux mégaprojets de construction (le système de production, de stockage et de déchargement flottant de White Rose et le projet minier de Voisey Bay) sur les dépenses en machines et matériel, projets qui sont maintenant terminés. Toutefois, la construction non résidentielle a été soutenue par une reprise des dépenses en immobilisations des administrations publiques.

La croissance des dépenses de consommation a suivi de près la tendance du revenu disponible au cours des dernières années. Même si les dépenses de consommation personnelles se sont raffermies légèrement en 2005, elles étaient bien en deçà de la moyenne nationale. Toutefois, les achats de biens de consommation durables, plus particulièrement de véhicules automobiles neufs, ont repris.

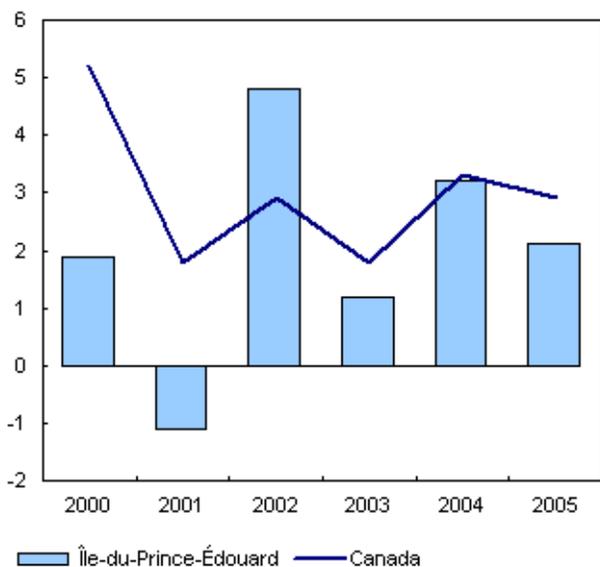
Île-du-Prince-Édouard

Ralentissement de la croissance en raison du recul de l'agriculture

L'activité économique a connu un ralentissement à l'Île-du-Prince-Édouard en 2005 (+2,1 %), la production ayant diminué dans le secteur agricole (-9,1 %). La vigueur des secteurs de la fabrication et des services a contribué à soutenir la croissance.

PIB - Île-du-Prince-Édouard

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La production des cultures agricoles a stagné, les récoltes de pommes de terre ayant diminué de presque 15 %, du fait du moins grand nombre d'acres ensemencés. Cela se situe aux antipodes de l'essor agricole qui avait été enregistré en 2002, au moment où les agriculteurs avaient profité de conditions relativement meilleures. Même si sa hausse a été plus faible que la croissance robuste enregistrée en 2004, le secteur de la fabrication a progressé considérablement (+5,0 %), en raison de la contribution des industries du matériel de transport, comme la construction navale et l'aéronautique, et de la fabrication d'aliments congelés. Les industries de services (+2,5 %) ont aussi contribué à soutenir l'économie.

Les dépenses de consommation ont augmenté à un rythme plus rapide en 2005 (+2,6 %), mais elles sont demeurées bien inférieures à la moyenne nationale. Les dépenses en biens durables ont connu une croissance significative en 2005, du fait principalement de la forte croissance des achats d'automobiles neuves. Les investissements des entreprises ont beaucoup ralenti en 2005, l'investissement en bâtiments résidentiels et non résidentiels ayant connu des baisses. Ce recul a été contrebalancé en partie par un bond dans les dépenses en immobilisations des administrations publiques.

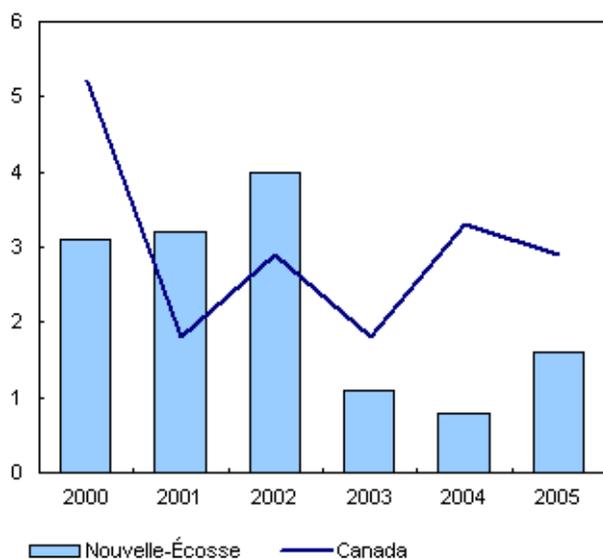
Nouvelle-Écosse

L'économie progresse, sous l'impulsion des investissements importants en machines et matériel

L'économie de la Nouvelle-Écosse a repris de la vigueur en 2005 (+1,6 %), mais la croissance a été bien inférieure à celle des années records précédant 2003. La croissance en Nouvelle-Écosse se situe bien en deçà de la moyenne nationale depuis 2003.

PIB - Nouvelle-Écosse

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'investissement des entreprises en machines et matériel (+18 %) a été à l'origine d'une part importante de la croissance économique en 2005, reflétant les dépenses accrues dans les industries du raffinage et du pétrole, des télécommunications et du transport aérien. Toutefois, l'investissement en ouvrages non résidentiels a diminué de façon substantielle pour la deuxième année consécutive.

Même si la construction résidentielle a commencé à ralentir dans presque tout le Canada, l'investissement en bâtiments résidentiels est demeuré important en Nouvelle-Écosse (+4,0 %), ce qui s'est traduit par une production plus élevée pour les agents immobiliers et les services juridiques. Même si les services se sont raffermis, la fabrication a reculé. Les textiles, le matériel de transport et les produits en caoutchouc et en plastique ont tous obtenu des résultats inférieurs à ceux de 2004.

Les bénéficiaires des sociétés ont profité des prix plus élevés du gaz naturel, affichant une troisième année consécutive de croissance à deux chiffres. Néanmoins, les résultats pour les industries primaires ont été partagés. L'agriculture a connu une hausse marquée au cours de la dernière année, en raison principalement des résultats robustes de l'aquaculture. L'extraction minière a décliné et l'extraction de pétrole et de gaz a rebondi. La pêche, qui a été affectée par la précarité des stocks de poissons et les mauvaises conditions atmosphériques, a connu un recul, lequel faisait suite à une baisse de près de deux chiffres l'année précédente.

Le revenu du travail a fait un bond, du fait principalement des salaires et traitements dans les industries productrices de services. La hausse de la rémunération du travail a contribué à alimenter les dépenses des consommateurs en biens durables, comme les automobiles. Néanmoins, le rythme des dépenses, particulièrement en biens de consommation, est demeuré bien en deçà de la moyenne nationale.

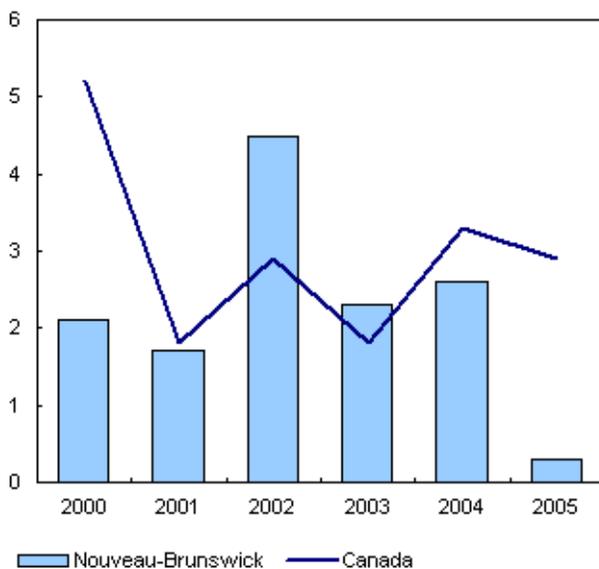
Nouveau-Brunswick

Durement touché par la faiblesse du secteur de la foresterie et par le recul marqué du secteur de la fabrication

L'économie est essentiellement demeurée stable (+0,3 %) en 2005, avec un rythme de croissance bien inférieur à celui de 2,6 % enregistré l'an dernier. Les industries productrices de biens, qui sont à l'origine d'environ 30 % de la production de la province, ont connu une baisse de 2,9 %.

PIB - Nouveau-Brunswick

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La fabrication a connu un recul marqué, enregistrant la performance la plus faible au pays. La fabrication de papier, qui représente environ le quart du secteur de la fabrication de la province, a été ébranlée par une série de fermetures d'usines, les exportations de produits à base de bois vers les États-Unis ayant chuté. La faible demande pour le papier du Nouveau-Brunswick s'est répercutée sur le secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière, qui a aussi vu sa production baisser. Le transport par camion a aussi perdu du terrain, un moins grand nombre de biens ayant été acheminés sur le marché. Cela a eu pour effet net de faire baisser les bénéfices des sociétés de 5,8 %.

Le secteur des services a continué de progresser. Encore une fois cette année, la finance, les assurances et l'immobilier, ainsi que le commerce au détail ont constitué des facteurs clés de la croissance. La vigueur de l'emploi dans le secteur des services a contrebalancé les pertes importantes dans le secteur de la fabrication. Le revenu du travail a fléchi, affichant la croissance la plus faible au Canada (+3,5 %). De même, les dépenses de consommation ont été bien inférieures à la moyenne nationale, les ventes de véhicules automobiles neufs ayant diminué pour la troisième année consécutive.

On note deux aspects positifs, à savoir les dépenses des administrations publiques et les investissements des entreprises. Le récent Accord sur la santé entre les administrations fédérale et provinciales a coïncidé avec une production accrue au chapitre des services de soins de santé, qui a progressé de 1,6 %. Les investissements des entreprises en machines et matériel ont repris à nouveau de la vigueur, mais à un rythme inférieur de moitié à celui atteint en 2004. Par ailleurs, les investissements en ouvrages non résidentiels ont repris, après la baisse de 20 % enregistrée en 2004.

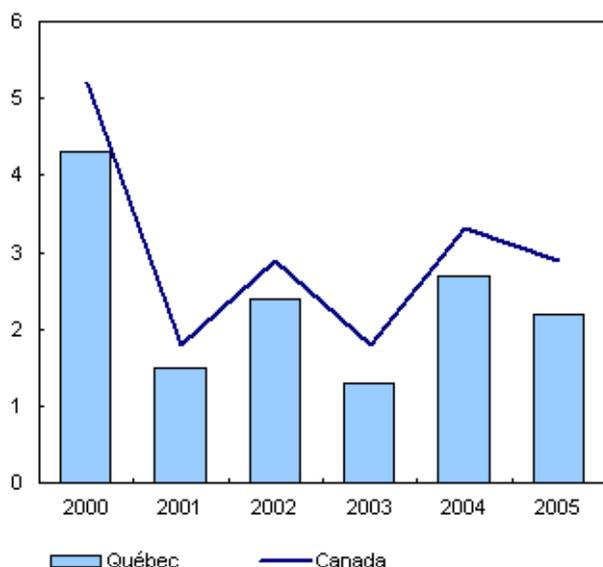
Québec

La croissance plus lente rend compte de la faiblesse dans un certain nombre d'industries

L'activité économique au Québec a connu un ralentissement (+2,2 %) en 2005. La vigueur du commerce, de la finance et des services professionnels a été plus que contrebalancée par le ralentissement de la construction et la faiblesse des administrations publiques, combinée à des baisses marquées dans les industries minières et de produits forestiers. Cela a contribué à limiter la croissance, qui s'est située environ aux trois quarts de la croissance économique nationale pour 2005.

PIB - Québec

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La construction non résidentielle et la construction résidentielle ont reculé, ce qui a donné lieu au taux le plus bas d'investissements des entreprises au pays. Même si les investissements des entreprises ont été faibles, ceux des administrations publiques ont connu une hausse de 9,3 %, du fait principalement des dépenses en machines et matériel. Toutefois, les grèves dans les cégeps, les écoles publiques, les universités et la fonction publique de la province ont eu un effet à la baisse sur la production de l'ensemble du secteur public.

La production du secteur de la fabrication a été en hausse (+0,4 %), en raison principalement de la production plus élevée et des exportations plus fortes de matériel de transport. La vigueur du dollar et la suppression des barrières tarifaires imposées aux vêtements et aux textiles se sont fait gravement sentir, la fabrication de textiles et la production de vêtements ayant diminué pour la quatrième année consécutive. Le ralentissement du secteur de la construction a eu des répercussions négatives sur les producteurs de produits de bois. Les producteurs de papier ont aussi ressenti les effets de la réduction de la demande au niveau mondial, la production totale du secteur de la fabrication du papier ayant diminué. L'industrie minière a aussi été durement touchée, en particulier les mines métalliques, suite à la fermeture d'un certain nombre de mines.

Le commerce de gros et le commerce de détail ont tous deux progressé en 2005, en raison plus particulièrement des dépenses soutenues des consommateurs dans le dernier cas. L'épargne personnelle a connu une baisse marquée en 2005, ce qui a fait passer le taux d'épargne à 1,3 %.

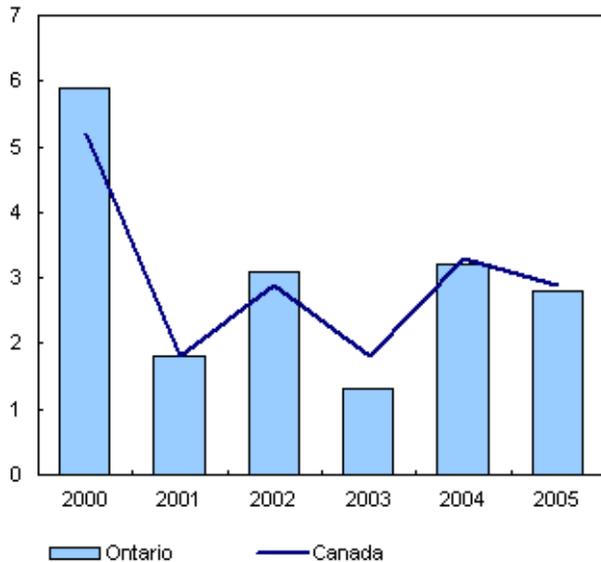
Ontario

La croissance se poursuit en dépit du repli de la fabrication

Conformément à la tendance notée ces dernières années, l'activité économique en Ontario (+2,8 %) a suivi le rythme de l'économie nationale en 2005.

PIB - Ontario

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Les bénéfices des sociétés ont diminué légèrement, les fabricants ayant dû réduire leurs marges bénéficiaires pour contrebalancer la hausse de la devise canadienne, la concurrence étrangère et l'augmentation des coûts de l'énergie. Comme dans toutes les provinces à l'est du Manitoba, les industries de services, et plus particulièrement le commerce de gros et la finance, ont devancé les industries productrices de biens.

L'activité du secteur de la fabrication a chuté, et les stocks se sont accumulés. Le secteur de la fabrication de moteurs et celui du pétrole et de la pétrochimie ont été les plus durement touchés. Les gains les plus importants ont été réalisés par le secteur de la fabrication d'ordinateurs et de matériel de communication. La production de voitures particulières et de camions légers a connu une hausse légère. La croissance des exportations a été le résultat d'une hausse substantielle des exportations de véhicules automobiles. Par ailleurs, les exportations de la plupart des autres grands groupes se sont effritées, les ventes à l'étranger ayant été bien inférieures à celles enregistrées en 2004.

L'investissement en bâtiments résidentiels a enregistré sa septième hausse annuelle consécutive, mais a connu un ralentissement significatif, du fait de l'essoufflement du secteur du logement. L'investissement des entreprises en construction non résidentielle a encore baissé, tandis que l'investissement en machines et matériel s'est affermi davantage.

Le commerce de gros et le commerce de détail sont demeurés vigoureux. Les dépenses des consommateurs ont été alimentées par la demande de biens durables, et plus particulièrement celle de voitures particulières. Cela s'est traduit par une réduction d'environ 50 % de l'épargne personnelle, le taux d'épargne ayant reculé pour se situer à 1,6 %.

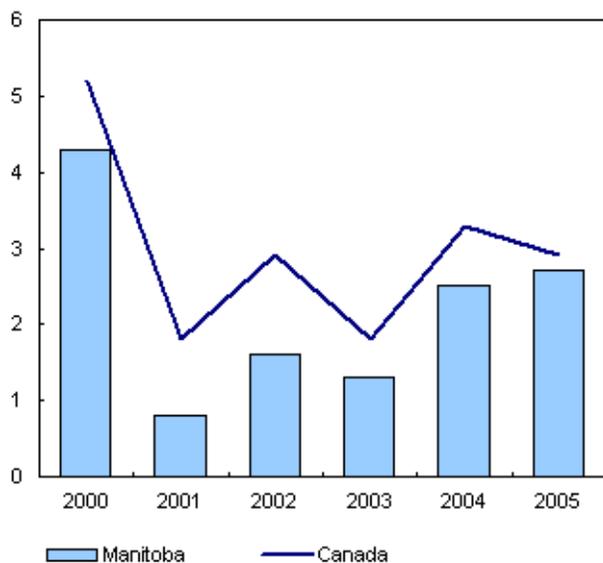
Manitoba

Les investissements et les exportations sont le moteur de l'économie du Manitoba

L'économie du Manitoba a progressé (+2,7 %) à peu près au même rythme qu'en 2004. La croissance en 2005 a été soutenue par les dépenses en investissements, les exportations internationales de biens et le raffermissement du commerce de détail et du commerce de gros.

PIB - Manitoba

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'investissement en bâtiments résidentiels, même s'il a ralenti par rapport à 2004, a dépassé la moyenne nationale. L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels s'est raffermi, et l'investissement en machines et le matériel a enregistré une deuxième année de croissance à deux chiffres.

Dans le secteur agricole, la production animale des exploitations agricoles a augmenté, et les ventes de porc ont contribué à soutenir la croissance des exportations. Ces résultats positifs ont toutefois été amoindris par les pluies excessives qui se sont abattues dans de nombreuses régions agricoles, ce qui a entraîné une chute de 25 % de la production agricole (et plus particulièrement du canola, du blé, des pommes de terre et de l'orge), et une baisse équivalente des exportations. Cela a eu pour effet de faire diminuer les revenus agricoles, le revenu agricole net ayant été négatif. La pluie qui a causé des soucis aux agriculteurs du Manitoba a contribué à la hausse de 20 % du secteur de l'électricité au cours de l'année. Le Manitoba a établi un nouveau record en ce qui a trait aux exportations d'électricité en 2005, celles-ci étant principalement destinées aux États-Unis.

Pour la troisième année consécutive, les industries du secteur de la fabrication ont faiblement progressé, leur croissance se situant à 1,0 %. La fabrication de produits d'imprimerie et de produits chimiques (plus particulièrement pharmaceutiques) a diminué fortement.

Le commerce de gros et le commerce de détail ont connu une année prospère. Les dépenses de consommation ont progressé, en raison d'une augmentation des dépenses en biens durables (+6,1 %), qui ont été alimentées principalement par les ventes de véhicules automobiles et celles de meubles et d'appareils ménagers.

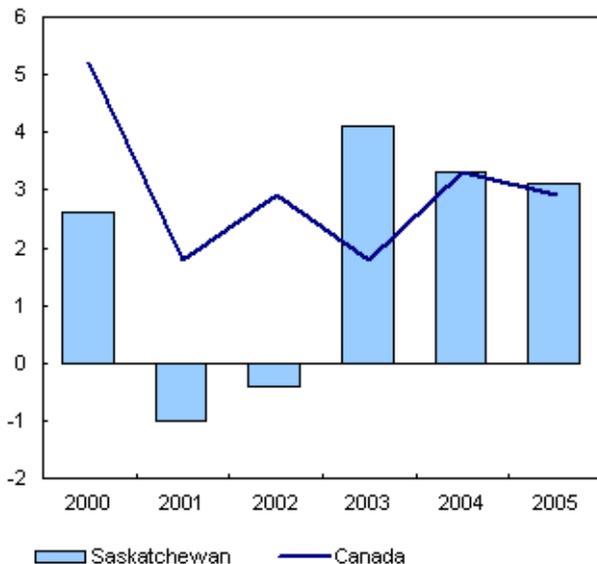
Saskatchewan

La vigueur de la production agricole à la source de la croissance

Le PIB de la Saskatchewan a progressé de 3,1 % en 2005, soit un rythme légèrement inférieur à celui enregistré en 2004. La vigueur de la demande intérieure finale et la demande mondiale soutenue de produits à base de ressources naturelles, combinées à une récolte abondante, ont stimulé l'économie.

PIB - Saskatchewan

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La production agricole a regagné du terrain, enregistrant une croissance à deux chiffres pour la troisième année consécutive, du fait principalement du blé et du canola. Des conditions presque parfaites tout au long du printemps et de l'été ont été suivies par une saison des récoltes humide et froide, ce qui a donné lieu à une récolte abondante pour de nombreux produits, mais de qualité inférieure à la moyenne. Ces deux facteurs, combinés à la vigueur de la devise canadienne, se sont traduits par des prix plus faibles, qui ont fait baisser le revenu agricole net. Les exportations de céréales ont connu un ralentissement en 2005, la majeure partie de la production s'étant retrouvée dans les stocks, ce qui a contribué à la poursuite de l'accumulation qui s'était amorcée en 2003.

Une deuxième année record pour les bénéfices des sociétés a résulté pour une large part des hausses dans le secteur minier et dans celui de la fabrication. La forte tendance à la hausse des prix de l'énergie a revitalisé la demande d'uranium, dont la province a des dépôts de grande qualité en quantité importante. La production de potasse s'est poursuivie à un rythme plus modéré, soutenue par les hausses de prix. Un secteur de la fabrication de plus en plus diversifié a connu une année de croissance (8,6%) en 2005, après une excellente année en 2004. Les fabricants de métaux de première transformation et de produits métalliques ont connu une autre année phare, approvisionnant par leurs produits les exploitations florissantes de mise en valeur des sables bitumineux en Alberta. La production plus élevée de céréales a stimulé la production de céréales de petit déjeuner. Les fabricants de produits de viande ont augmenté leur production, du fait de la vigueur de la demande de produits du porc émanant de l'Asie.

Le raffermissement du marché du logement résidentiel, combiné à un pic dans les dépenses en machines et matériel, explique pour une large part la progression de l'industrie de la construction (+4,0 %). Le revenu du travail et les dépenses des consommateurs, particulièrement en biens durables et semi-durables, ont fait des progrès marqués en 2005.

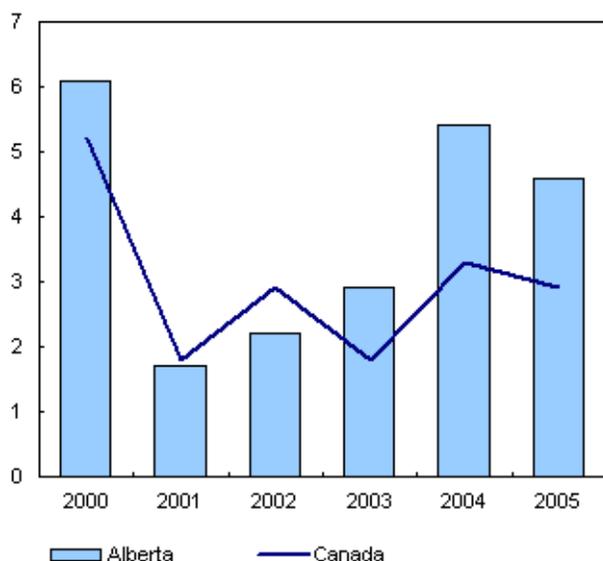
Alberta

Les prix de l'énergie alimentent la croissance

Même si la montée en flèche des prix de l'énergie a contribué à une part importante de la hausse du PIB nominal en Alberta, ce sont les activités dérivées qui ont été à l'origine de la croissance économique la plus forte parmi les provinces (+4,6 %) qui la caractérise depuis deux années d'affilée.

PIB - Alberta

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'investissement en construction d'installations nouvelles et existantes, en vue de l'extraction et de la transformation des sables bitumineux, ainsi que pour les activités d'exploration, a fait un bond, du fait de l'augmentation en flèche des prix des ressources naturelles. Néanmoins, la production de pétrole et de gaz a diminué légèrement, l'industrie ayant fait face à un certain nombre de problèmes liés à l'entrée en production de nouvelles installations. Toutefois, les prix plus élevés de l'énergie et les bénéfices solides des sociétés, ainsi que la vigueur de la demande au niveau mondial pour les combustibles minéraux, ont attiré une autre vague d'investissements dans l'exploration et la mise en valeur des dépôts de pétrole et de gaz dans la province. La plupart des fabricants ont profité de la vigueur de l'économie et les industries qui fournissent des matériaux et des machines au secteur pétrolier ont connu des résultats particulièrement bons.

L'investissement en bâtiments résidentiels a fait un bond de 12 %, soit presque quatre fois la moyenne nationale. Parallèlement, un marché vigoureux de la revente a fait augmenter la production des institutions financières et des agents immobiliers. De nombreuses industries de services ont profité des dépenses élevées des entreprises et des consommateurs.

L'augmentation de l'activité a entraîné une pénurie de main-d'œuvre en Alberta, où le marché du travail continue d'être le plus robuste au pays, le taux de chômage ayant reculé pour se situer à moins de 4 pour cent. Cette demande a contribué à faire augmenter le revenu du travail, la croissance du revenu par habitant en Alberta ayant été la plus forte parmi les provinces. Les consommateurs ont profité de cette augmentation de leurs revenus pour dépenser, principalement pour l'achat d'articles coûteux, les dépenses en biens durables et semi-durables ayant affiché une hausse à deux chiffres. L'ensemble des détaillants ont connu des ventes élevées, et plus particulièrement ceux de véhicules automobiles, de meubles, d'appareils ménagers et de matériaux de construction. Néanmoins, le taux d'épargne personnelle a connu une hausse légère, atteignant 8,4 %.

La production agricole et la production animale ont augmenté en 2005. La production agricole a progressé de 12 %, les récoltes ayant atteint des niveaux presque records et n'ayant été affectées que par une période de récoltes humide et froide. Cela a eu des répercussions négatives sur la qualité des récoltes qui, combinées au coût plus élevé dans les exploitations agricoles et aux prix plus faibles, ont fait baisser le revenu agricole net. La production animale a augmenté pour la deuxième année consécutive, le secteur de la production de bétail ayant récupéré lentement par suite de la crise de la « vache folle ».

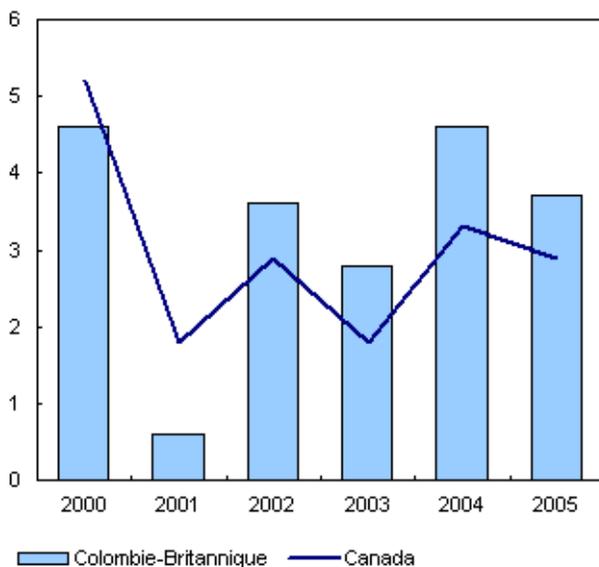
Colombie-Britannique

Les investissements demeurent élevés et font progresser l'économie

L'économie de la Colombie-Britannique a connu un certain ralentissement en 2005, mais a toutefois enregistré le deuxième taux de croissance en importance parmi les provinces (+3,7 %), juste après celui de l'Alberta. Le taux de chômage a continué sa dégringolade, la demande intérieure vigoureuse ayant contribué à soutenir l'économie de la province, en dépit d'une croissance plus lente dans la fabrication de produits du bois et du papier.

PIB - Colombie-Britannique

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Les dépenses en immobilisations des entreprises sont demeurées relativement élevées, l'investissement en machines et matériel s'étant accéléré de façon significative (+17 %). L'investissement en ouvrages résidentiels a ralenti, mais il est toutefois demeuré le troisième en importance au pays. La formation brute de capital fixe des administrations publiques a aussi connu un ralentissement, mais est demeurée vigoureuse, en partie du fait des préparatifs en vue des Olympiques de 2010.

La croissance des dépenses personnelles a été supérieure à la moyenne nationale, en raison principalement d'une augmentation des dépenses en biens durables. Le revenu personnel disponible a progressé de 5,2% malgré une augmentation de l'impôt sur le revenu. Par ailleurs, le taux d'épargne a diminué, pour se situer à -5,7 %.

Les bénéfices des sociétés ont augmenté plus rapidement que la moyenne nationale et ont profité des hausses du prix du charbon et du gaz naturel. La foresterie et l'exploitation forestière ont connu une baisse marquée, passant de 18,7 % à 3,1 %, les exportations de bois-d'œuvre ayant reculé, reflétant l'essoufflement du marché du logement en Amérique du Nord. La production des usines de pâte à papier, de papier et de carton a diminué, les exportations de pâte de bois et de papier journal ayant aussi chuté. Les stocks non agricoles se sont accumulés, par suite du repli des exportations.

La production, le transport et la distribution d'électricité ont fait un bond, grâce en partie aux exportations accrues vers les États-Unis. Le transport par rail a progressé, tout comme le transport par camion, en raison des exportations et des importations de marchandises en provenance et à destination de la Chine dans les installations portuaires et cela en dépit d'une grève au port de Vancouver.

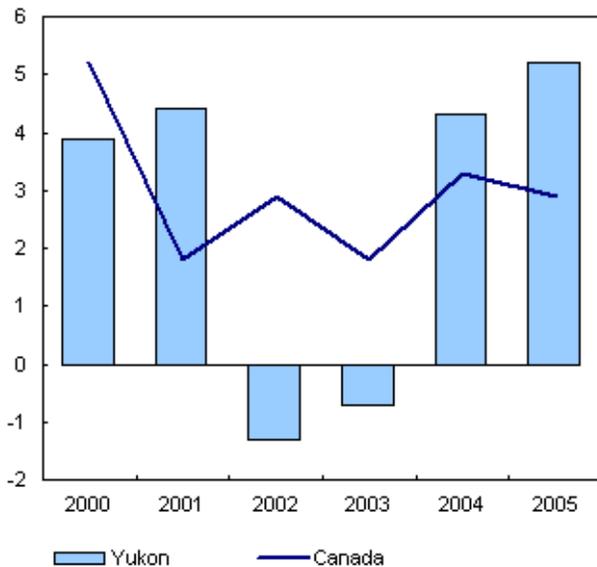
Yukon

Vigueur soutenue dans le territoire

Après avoir reculé en 2002 et 2003, l'économie du Yukon s'est raffermie (+5,2 %) en 2005. La demande intérieure finale s'est accélérée, l'investissement des entreprises venant en tête.

PIB - Yukon

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel a affiché des hausses significatives. La construction d'autres ouvrages a presque doublé, et les activités de soutien à l'extraction minière ont doublé, les dépenses en exploration minière ayant atteint leur niveau le plus élevé en neuf ans. La construction d'ouvrages résidentiels est demeurée vigoureuse.

Le revenu du travail a connu une hausse de 7,3 %, du fait de l'augmentation du nombre d'heures travaillées. L'augmentation du revenu du travail a contribué à stimuler la croissance des dépenses personnelles. Cela a donné lieu à une augmentation marquée dans le secteur du commerce de détail.

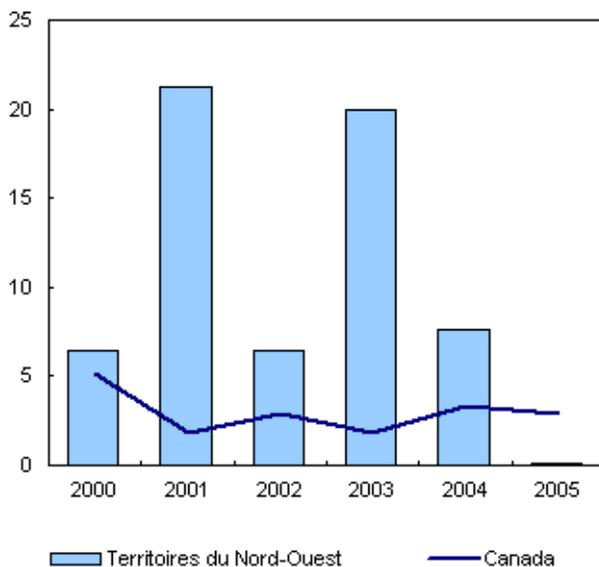
Territoires du Nord-Ouest

Ralentissement considérable de la croissance

L'économie des Territoires du Nord-Ouest a connu un ralentissement marqué (+0,1 %), après cinq années de croissance exceptionnelle, mais variable. L'activité économique a été soutenue par la demande intérieure finale découlant des investissements, qui a été significative, mais plus lente. Cela contraste de façon marquée avec la croissance axée sur les exportations enregistrées avant 2004.

PIB - Territoires du Nord-Ouest

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'investissement dans l'ensemble des territoires a été remarquablement élevé en 2005, et les Territoires du Nord-Ouest n'ont pas fait exception à cette règle. Les investissements ont augmenté de plus de 20 %, dans la foulée d'une hausse encore plus forte en 2004. Le seul frein à la croissance économique a été la baisse de la production des mines de diamants (-3,6 %), la première diminution depuis l'ouverture de ces mines. Néanmoins, les diamants ont continué de faire briller l'ensemble de l'économie, et plus particulièrement les investissements et les autres services de soutien à l'extraction minière, contribuant ainsi à la vigueur du secteur de la construction.

La production plus faible du secteur minier a aussi eu des répercussions sur les bénéfices des sociétés, lesquels ont connu une baisse substantielle, après avoir plus que doublé de 2002 à 2004. La croissance du revenu du travail est demeurée vigoureuse, avec une hausse de 8,0 %. Elle a été le fait principalement de l'industrie de la construction. Les industries productrices de services ont aussi affiché des hausses solides, des augmentations marquées ayant été notées dans le transport et l'entreposage, la finance, les assurances et l'immobilier, ainsi que les services professionnels.

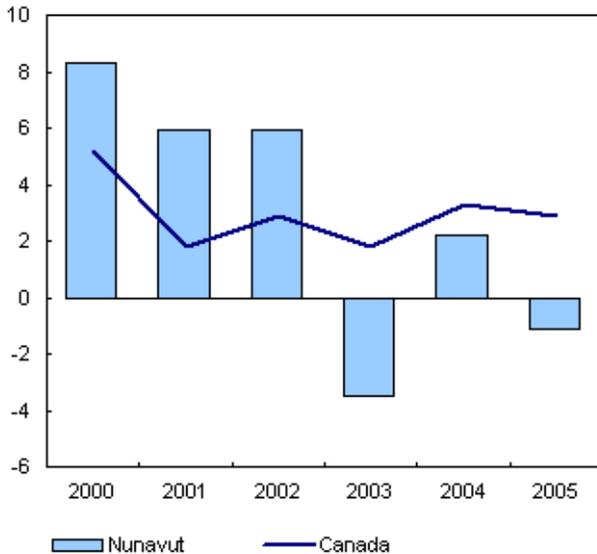
Nunavut

L'économie continue de connaître des temps difficiles

L'économie du Nunavut s'est repliée en 2005 (-1,1 %). Depuis la fermeture presque complète des industries minières en 2003, cette petite économie du Nord traverse des temps difficiles.

PIB - Nunavut

Variation en %, \$ enchaînés (1997)



Les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services, qui représentent une part impressionnante de l'activité économique du Nunavut, ont baissé légèrement en 2005. En outre, les dépenses en immobilisations des administrations publiques ont diminué de façon marquée, un certain nombre de grands projets étant sur le point de prendre fin ou ayant pris fin en 2005.

Toutefois, l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel ont regagné une partie du terrain perdu, une part de cette reprise se produisant dans le secteur minier en difficulté, qui a été durement touché par des fermetures ces dernières années. Des investissements en communication sont aussi effectués, du fait du développement d'un nouveau service par satellite, le plus important au Canada. La vigueur du revenu du travail a contribué à une augmentation de 3,0 % du commerce de détail, lequel a aussi profité de l'accroissement du tourisme attribuable aux navires de croisière.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Canada[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	502 726 5,8	545 204 8,4	570 008 4,5	593 307 4,1	621 003 4,7	651 888 5,0	688 150 5,6
Bénéfices des sociétés avant impôts	110 769 28,6	135 978 22,8	127 073 -6,5	135 229 6,4	144 821 7,1	171 323 18,3	189 455 10,6
Intérêts et revenus divers de placements	55 650 2,6	66 631 19,7	63 366 -4,9	58 354 -7,9	61 969 6,2	66 592 7,5	74 884 12,5
Revenu net des entreprises individuelles	61 466 6,1	64 944 5,7	68 857 6,0	74 292 7,9	77 014 3,7	80 828 5,0	84 500 4,5
Impôts moins subventions	123 420 5,2	128 340 4,0	128 521 0,1	138 055 7,4	140 484 1,8	148 564 5,8	155 297 4,5
Revenu personnel disponible	596 227 4,8	639 567 7,3	669 196 4,6	694 010 3,7	721 887 4,0	755 931 4,7	787 524 4,2
Taux d'épargne personnelle[2]	4,0	4,7	5,2	3,5	2,8	2,6	1,2
...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	544 753 3,8	566 664 4,0	579 513 2,3	600 521 3,6	618 424 3,0	638 825 3,3	663 583 3,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	181 006 2,1	186 589 3,1	193 876 3,9	198 658 2,5	205 668 3,5	211 883 3,0	217 689 2,7
Formation brute de capital fixe	192 088 7,3	201 109 4,7	209 102 4,0	212 368 1,6	226 233 6,5	244 221 8,0	261 572 7,1
Investissements en stocks	6 586 ...	13 376 ...	-2 387 ...	532 ...	8 685 ...	9 767 ...	15 514 ...
Exportations de biens et services	421 046 10,7	458 574 8,9	444 986 -3,0	450 183 1,2	439 462 -2,4	462 239 5,2	472 037 2,1
Importations de biens et services	375 219 7,8	405 715 8,1	384 894 -5,1	391 428 1,7	408 883 4,5	442 421 8,2	474 040 7,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	969 750 5,5	1 020 488 5,2	1 038 702 1,8	1 069 282 2,9	1 088 773 1,8	1 124 688 3,3	1 157 705 2,9
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	302 617 6,1	328 868 8,7	305 727 -7,0	311 482 1,9	315 935 1,4	325 202 2,9	331 595 2,0
Industries productrices de services	634 190 5,4	650 116 2,5	652 200 0,3	672 177 3,1	687 921 2,3	709 800 3,2	732 506 3,2
Production industrielle	231 296 6,3	256 480 10,9	231 440 -9,8	236 342 2,1	236 840 0,2	241 141 1,8	243 485 1,0
Fabrication de biens non durables	64 834 3,7	71 353 10,1	71 164 -0,3	72 369 1,7	71 624 -1,0	72 158 0,7	71 317 -1,2
Fabrication de biens durables	98 659 11,8	106 493 7,9	98 881 -7,1	99 222 0,3	98 635 -0,6	101 380 2,8	103 516 2,1
Fabrication	163 446 8,5	178 075 9,0	170 247 -4,4	171 800 0,9	170 465 -0,8	173 726 1,9	174 987 0,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 089 7,1	21 644 -6,3	21 927 1,3	20 700 -5,6	22 920 10,7	24 619 7,4	25 488 3,5
Construction	48 255 4,5	50 632 4,9	52 575 3,8	54 689 4,0	56 627 3,5	60 228 6,4	63 689 5,7
Commerce de gros	50 736 7,1	54 774 8,0	54 525 -0,5	56 349 3,3	58 603 4,0	61 721 5,3	65 997 6,9
Commerce de détail	49 173 4,7	51 360 4,4	52 445 2,1	55 530 5,9	57 301 3,2	59 454 3,8	62 219 4,7

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Terre-Neuve-et-Labrador[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	5 856	6 357	6 656	6 921	7 396	7 648	7 995
	4,9	8,6	4,7	4,0	6,9	3,4	4,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 279	2 302	2 019	3 740	4 593	5 292	6 673
	42,6	80,0	-12,3	85,2	22,8	15,2	26,1
Intérêts et revenus divers de placements	833	817	783	759	770	877	872
	10,2	-1,9	-4,2	-3,1	1,4	13,9	-0,6
Revenu net des entreprises individuelles	953	936	926	964	1 022	1 054	1 075
	13,2	-1,8	-1,1	4,1	6,0	3,1	2,0
Impôts moins subventions	1 568	1 622	1 690	1 807	1 909	1 975	2 050
	10,4	3,4	4,2	6,9	5,6	3,5	3,8
Revenu personnel disponible	8 378	8 740	9 116	9 381	9 788	10 042	10 372
	3,5	4,3	4,3	2,9	4,3	2,6	3,3
Taux d'épargne personnelle[2]	1,9	0,6	1,2	-0,1	-0,7	-1,2	-2,0

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	7 858	8 094	8 309	8 554	8 826	8 943	9 099
	4,0	3,0	2,7	2,9	3,2	1,3	1,7
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3 599	3 653	3 749	3 827	3 939	3 986	4 040
	1,5	1,5	2,6	2,1	2,9	1,2	1,4
Formation brute de capital fixe	3 646	3 285	3 238	3 248	3 537	3 987	4 054
	30,0	-9,9	-1,4	0,3	8,9	12,7	1,7
Investissements en stocks	-72	288	177	-88	75	88	116

Exportations de biens et services	5 674	6 355	6 207	8 221	9 009	8 628	8 509
	9,0	12,0	-2,3	32,4	9,6	-4,2	-1,4
Importations de biens et services	9 019	9 411	9 201	9 493	10 256	10 545	10 622
	11,8	4,3	-2,2	3,2	8,0	2,8	0,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	11 715	12 322	12 515	14 471	15 372	15 237	15 298
	5,5	5,2	1,6	15,6	6,2	-0,9	0,4
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	3 286	3 614	3 507	5 227	5 906	5 635	5 635
	12,2	10,0	-3,0	49,0	13,0	-4,6	0,0
Industries productrices de services	7 285	7 444	7 634	7 928	8 131	8 261	8 306
	3,4	2,2	2,6	3,9	2,6	1,6	0,5
Production industrielle	2 234	2 645	2 454	4 021	4 657	4 338	4 309
	10,1	18,4	-7,2	63,9	15,8	-6,8	-0,7
Fabrication de biens non durables	609	616	575	652	710	743	673
	10,5	1,1	-6,7	13,4	8,9	4,6	-9,4
Fabrication de biens durables	182	220	246	175	285	263	380
	50,4	20,9	11,8	-28,9	62,9	-7,7	44,5
Fabrication	816	852	821	832	992	1 000	1 057
	20,4	4,4	-3,6	1,3	19,2	0,8	5,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	365	358	346	351	351	380	369
	15,1	-1,9	-3,4	1,4	0,0	8,3	-2,9
Construction	670	588	683	682	668	729	778
	18,4	-12,2	16,2	-0,1	-2,1	9,1	6,7
Commerce de gros	435	445	446	453	466	470	473
	10,1	2,3	0,2	1,6	2,9	0,9	0,6
Commerce de détail	621	664	698	736	761	772	774
	5,6	6,9	5,1	5,4	3,4	1,4	0,3

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Île-du-Prince-Édouard[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 612	1 746	1 812	1 904	2 014	2 109	2 202
	6,7	8,3	3,8	5,1	5,8	4,7	4,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	344	362	368	388	356	393	418
	13,5	5,2	1,7	5,4	-8,2	10,4	6,4
Intérêts et revenus divers de placements	124	135	150	125	126	138	136
	-10,8	8,9	11,1	-16,7	0,8	9,5	-1,4
Revenu net des entreprises individuelles	269	280	303	313	327	333	348
	4,3	4,1	8,2	3,3	4,5	1,8	4,5
Impôts moins subventions	385	407	381	453	472	495	517
	5,5	5,7	-6,4	18,9	4,2	4,9	4,4
Revenu personnel disponible	2 266	2 420	2 467	2 606	2 635	2 780	2 842
	5,2	6,8	1,9	5,6	1,1	5,5	2,2
Taux d'épargne personnelle[2]	3,3	1,9	0,6	0,8	-3,0	-1,5	-4,8

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 102	2 195	2 224	2 300	2 359	2 401	2 464
	3,8	4,4	1,3	3,4	2,6	1,8	2,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	963	940	977	994	1 045	1 081	1 114
	7,1	-2,4	3,9	1,7	5,1	3,4	3,1
Formation brute de capital fixe	586	622	641	665	699	738	781
	17,2	6,1	3,1	3,7	5,1	5,6	5,8
Investissements en stocks	12	74	-46	56	6	25	6

Exportations de biens et services	1 704	1 772	1 747	1 753	1 806	1 862	1 904
	8,6	4,0	-1,4	0,3	3,0	3,1	2,3
Importations de biens et services	2 317	2 496	2 476	2 556	2 658	2 743	2 838
	10,5	7,7	-0,8	3,2	4,0	3,2	3,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	3 052	3 111	3 078	3 225	3 264	3 367	3 437
	4,2	1,9	-1,1	4,8	1,2	3,2	2,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	710	724	682	746	734	787	785
	7,3	2,0	-5,8	9,4	-1,6	7,2	-0,3
Industries productrices de services	2 049	2 091	2 130	2 201	2 258	2 307	2 364
	2,9	2,0	1,9	3,3	2,6	2,2	2,5
Production industrielle	363	379	364	360	366	399	418
	13,4	4,4	-4,0	-1,1	1,7	9,0	4,8
Fabrication de biens non durables	228	241	243	238	237	246	254
	7,5	5,7	0,8	-2,1	-0,4	3,8	3,3
Fabrication de biens durables	94	102	84	91	104	128	139
	32,4	8,5	-17,6	8,3	14,3	23,1	8,6
Fabrication	315	336	320	319	328	359	377
	12,1	6,7	-4,8	-0,3	2,8	9,5	5,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	203	196	159	213	201	211	193
	-1,9	-3,4	-18,9	34,0	-5,6	5,0	-8,5
Construction	145	149	161	165	164	173	173
	6,6	2,8	8,1	2,5	-0,6	5,5	0,0
Commerce de gros	109	112	108	107	106	108	112
	-1,8	2,8	-3,6	-0,9	-0,9	1,9	3,7
Commerce de détail	182	200	213	218	223	225	230
	6,4	9,9	6,5	2,3	2,3	0,9	2,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouvelle-Écosse[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	12 416 8,0	13 107 5,6	13 606 3,8	14 364 5,6	14 971 4,2	15 299 2,2	15 985 4,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 832 20,1	2 281 24,5	2 432 6,6	2 420 -0,5	2 838 17,3	3 194 12,5	3 719 16,4
Intérêts et revenus divers de placements	1 155 4,8	1 263 9,4	1 288 2,0	1 200 -6,8	1 263 5,3	1 301 3,0	1 286 -1,2
Revenu net des entreprises individuelles	1 746 6,5	1 772 1,5	1 886 6,4	2 016 6,9	2 105 4,4	2 149 2,1	2 240 4,2
Impôts moins subventions	2 892 5,1	2 999 3,7	3 172 5,8	3 449 8,7	3 663 6,2	3 771 2,9	3 848 2,0
Revenu personnel disponible	16 827 4,9	17 526 4,2	18 126 3,4	18 674 3,0	19 205 2,8	19 865 3,4	20 616 3,8
Taux d'épargne personnelle[2]	3,8 ...	2,3 ...	2,9 ...	0,4 ...	-1,8 ...	-2,7 ...	-3,9 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	15 378 4,2	15 746 2,4	15 914 1,1	16 506 3,7	16 929 2,6	17 306 2,2	17 709 2,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	6 830 1,9	6 846 0,2	6 970 1,8	7 105 1,9	7 310 2,9	7 467 2,1	7 774 4,1
Formation brute de capital fixe	5 424 23,4	4 831 -10,9	5 067 4,9	5 434 7,2	5 446 0,2	5 367 -1,5	5 656 5,4
Investissements en stocks	76 ...	190 ...	85 ...	-63 ...	128 ...	103 ...	75 ...
Exportations de biens et services	10 207 5,6	11 170 9,4	11 679 4,6	12 380 6,0	12 280 -0,8	12 520 2,0	12 529 0,1
Importations de biens et services	15 647 8,2	15 832 1,2	16 041 1,3	16 743 4,4	17 210 2,8	17 663 2,6	18 269 3,4
Produit intérieur brut aux prix du marché	22 285 5,5	22 970 3,1	23 700 3,2	24 652 4,0	24 929 1,1	25 131 0,8	25 534 1,6
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	4 908 10,3	5 034 2,6	5 250 4,3	5 586 6,4	5 609 0,4	5 511 -1,7	5 500 -0,2
Industries productrices de services	15 334 4,8	15 790 3,0	16 288 3,2	16 899 3,8	17 274 2,2	17 543 1,6	17 928 2,2
Production industrielle	2 952 4,9	3 217 9,0	3 283 2,1	3 602 9,7	3 526 -2,1	3 456 -2,0	3 451 -0,1
Fabrication de biens non durables	1 393 16,4	1 292 -7,3	1 321 2,2	1 394 5,5	1 453 4,2	1 469 1,1	1 460 -0,6
Fabrication de biens durables	767 -0,4	888 15,8	861 -3,0	1 024 18,9	906 -11,5	903 -0,3	857 -5,1
Fabrication	2 131 8,6	2 130 -0,0	2 133 0,1	2 342 9,8	2 268 -3,2	2 282 0,6	2 232 -2,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	588 16,2	608 3,4	679 11,7	689 1,5	712 3,3	687 -3,5	678 -1,3
Construction	1 357 20,2	1 161 -14,4	1 245 7,2	1 237 -0,6	1 333 7,8	1 335 0,2	1 336 0,1
Commerce de gros	998 12,3	1 027 2,9	1 012 -1,5	1 059 4,6	1 061 0,2	1 060 -0,1	1 083 2,2
Commerce de détail	1 290 8,2	1 368 6,0	1 474 7,7	1 530 3,8	1 567 2,4	1 593 1,7	1 640 3,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouveau-Brunswick[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	9 995 7,3	10 604 6,1	10 656 0,5	11 115 4,3	11 730 5,5	12 194 4,0	12 615 3,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 769 35,8	1 846 4,4	1 904 3,1	1 832 -3,8	1 953 6,6	2 468 26,4	2 324 -5,8
Intérêts et revenus divers de placements	1 287 5,0	1 345 4,5	1 320 -1,9	1 167 -11,6	1 213 3,9	1 206 -0,6	1 284 6,5
Revenu net des entreprises individuelles	1 235 4,7	1 253 1,5	1 321 5,4	1 339 1,4	1 355 1,2	1 439 6,2	1 510 4,9
Impôts moins subventions	2 297 6,1	2 430 5,8	2 567 5,6	2 779 8,3	2 950 6,2	3 013 2,1	3 094 2,7
Revenu personnel disponible	13 189 4,8	13 730 4,1	14 167 3,2	14 480 2,2	15 052 4,0	15 696 4,3	16 150 2,9
Taux d'épargne personnelle[2]	6,4 ...	4,9 ...	5,7 ...	3,1 ...	3,2 ...	3,1 ...	1,5 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	11 759 4,0	12 100 2,9	12 203 0,9	12 575 3,0	12 801 1,8	13 135 2,6	13 464 2,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	5 078 2,9	4 923 -3,1	4 961 0,8	5 047 1,7	5 136 1,8	5 269 2,6	5 347 1,5
Formation brute de capital fixe	4 071 27,9	4 140 1,7	3 515 -15,1	3 567 1,5	4 038 13,2	4 349 7,7	4 642 6,7
Investissements en stocks	99 ...	217 ...	14 ...	96 ...	111 ...	34 ...	15 ...
Exportations de biens et services	12 625 6,0	13 008 3,0	14 534 11,7	15 053 3,6	15 362 2,1	15 642 1,8	15 908 1,7
Importations de biens et services	15 095 9,9	15 460 2,4	16 063 3,9	16 310 1,5	16 939 3,9	17 372 2,6	18 174 4,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	18 553 6,2	18 942 2,1	19 257 1,7	20 133 4,5	20 605 2,3	21 147 2,6	21 219 0,3
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	5 333 10,4	5 459 2,4	5 361 -1,8	5 687 6,1	5 854 2,9	5 983 2,2	5 807 -2,9
Industries productrices de services	11 558 4,5	11 872 2,7	12 222 2,9	12 622 3,3	12 875 2,0	13 162 2,2	13 390 1,7
Production industrielle	3 514 6,8	3 611 2,8	3 496 -3,2	3 752 7,3	3 831 2,1	3 937 2,8	3 739 -5,0
Fabrication de biens non durables	1 552 5,9	1 726 11,2	1 648 -4,5	1 859 12,8	1 932 3,9	2 055 6,4	1 877 -8,7
Fabrication de biens durables	1 014 14,8	1 011 -0,3	986 -2,5	1 080 9,5	1 076 -0,4	1 077 0,1	1 055 -2,0
Fabrication	2 558 8,7	2 735 6,9	2 686 -1,8	2 980 10,9	3 039 2,0	3 168 4,2	2 962 -6,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	708 10,3	722 2,0	855 18,4	930 8,8	863 -7,2	919 6,5	919 0,0
Construction	1 113 23,5	1 127 1,3	1 009 -10,5	1 014 0,5	1 150 13,4	1 125 -2,2	1 152 2,4
Commerce de gros	755 2,2	774 2,5	811 4,8	852 5,1	920 8,0	946 2,8	962 1,7
Commerce de détail	998 4,8	1 080 8,2	1 105 2,3	1 127 2,0	1 154 2,4	1 190 3,1	1 234 3,7

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Québec[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	108 173	117 658	121 990	127 620	134 372	139 072	144 760
	5,6	8,8	3,7	4,6	5,3	3,5	4,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	23 065	23 761	22 523	23 182	21 603	24 991	25 561
	32,4	3,0	-5,2	2,9	-6,8	15,7	2,3
Intérêts et revenus divers de placements	12 825	14 028	13 888	13 675	13 761	14 811	16 017
	1,9	9,4	-1,0	-1,5	0,6	7,6	8,1
Revenu net des entreprises individuelles	12 084	12 416	13 150	13 953	14 545	15 546	16 292
	5,2	2,7	5,9	6,1	4,2	6,9	4,8
Impôts moins subventions	28 751	30 080	30 163	32 231	33 054	34 714	35 910
	5,3	4,6	0,3	6,9	2,6	5,0	3,4
Revenu personnel disponible	131 076	139 159	145 505	151 871	159 253	165 569	170 598
	4,5	6,2	4,6	4,4	4,9	4,0	3,0
Taux d'épargne personnelle[2]	3,4	3,8	4,7	4,0	4,2	3,4	1,3

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	120 924	124 959	127 593	131 833	135 813	139 947	144 530
	3,5	3,3	2,1	3,3	3,0	3,0	3,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	42 715	43 936	45 577	46 557	48 287	49 399	50 312
	2,6	2,9	3,7	2,2	3,7	2,3	1,8
Formation brute de capital fixe	36 605	37 857	38 363	40 969	44 010	49 207	49 966
	8,9	3,4	1,3	6,8	7,4	11,8	1,5
Investissements en stocks	2 487	3 029	-1 222	-1 400	-80	994	2 996

Exportations de biens et services	122 269	135 478	132 800	133 229	130 079	131 103	135 226
	11,5	10,8	-2,0	0,3	-2,4	0,8	3,1
Importations de biens et services	118 506	129 842	124 549	127 043	131 391	137 753	145 059
	9,1	9,6	-4,1	2,0	3,4	4,8	5,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	206 467	215 424	218 626	223 832	226 831	232 944	237 981
	6,2	4,3	1,5	2,4	1,3	2,7	2,2
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	65 542	70 817	70 016	71 096	70 904	72 346	72 916
	7,9	8,0	-1,1	1,5	-0,3	2,0	0,8
Industries productrices de services	126 936	130 587	134 223	138 579	141 548	145 585	149 345
	5,7	2,9	2,8	3,2	2,1	2,9	2,6
Production industrielle	53 157	57 648	55 973	56 192	55 526	55 445	55 779
	9,9	8,4	-2,9	0,4	-1,2	-0,1	0,6
Fabrication de biens non durables	18 487	19 966	20 907	21 456	20 848	20 689	20 464
	2,0	8,0	4,7	2,6	-2,8	-0,8	-1,1
Fabrication de biens durables	25 262	28 129	26 036	25 100	24 701	24 913	25 337
	18,7	11,3	-7,4	-3,6	-1,6	0,9	1,7
Fabrication	43 711	48 090	46 784	46 151	45 322	45 364	45 542
	10,8	10,0	-2,7	-1,4	-1,8	0,1	0,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 897	3 784	4 072	4 008	4 011	4 292	4 332
	11,4	-2,9	7,6	-1,6	0,1	7,0	0,9
Construction	8 480	9 287	9 824	10 783	11 230	12 447	12 641
	-4,0	9,5	5,8	9,8	4,1	10,8	1,6
Commerce de gros	9 806	10 469	10 757	11 142	11 604	12 163	12 852
	4,3	6,8	2,8	3,6	4,1	4,8	5,7
Commerce de détail	10 798	11 401	11 864	12 561	12 942	13 381	13 897
	5,3	5,6	4,1	5,9	3,0	3,4	3,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Ontario[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	214 520 7,3	233 876 9,0	242 939 3,9	251 315 3,4	262 261 4,4	274 335 4,6	287 445 4,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	49 738 25,9	54 356 9,3	49 344 -9,2	60 467 22,5	57 603 -4,7	65 326 13,4	64 194 -1,7
Intérêts et revenus divers de placements	16 936 -1,1	18 252 7,8	16 996 -6,9	16 330 -3,9	17 286 5,9	17 582 1,7	19 506 10,9
Revenu net des entreprises individuelles	25 553 6,2	27 684 8,3	29 267 5,7	31 808 8,7	32 520 2,2	33 753 3,8	34 668 2,7
Impôts moins subventions	54 934 6,8	56 975 3,7	59 016 3,6	61 227 3,7	60 665 -0,9	64 821 6,9	67 841 4,7
Revenu personnel disponible	244 136 5,5	265 316 8,7	274 607 3,5	284 156 3,5	294 845 3,8	306 330 3,9	316 869 3,4
Taux d'épargne personnelle[2]	6,5 ...	7,6 ...	6,8 ...	4,8 ...	4,0 ...	3,4 ...	1,6 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	216 622 4,6	227 244 4,9	232 929 2,5	241 883 3,8	249 428 3,1	256 805 3,0	266 359 3,7
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	66 158 2,4	68 306 3,2	71 227 4,3	73 411 3,1	76 770 4,6	79 910 4,1	82 433 3,2
Formation brute de capital fixe	73 241 11,6	75 778 3,5	77 548 2,3	78 510 1,2	82 843 5,5	85 800 3,6	89 946 4,8
Investissements en stocks	1 120 ...	4 512 ...	-628 ...	1 109 ...	1 496 ...	2 312 ...	4 632 ...
Exportations de biens et services	289 805 11,3	312 492 7,8	303 183 -3,0	307 811 1,5	306 441 -0,4	322 661 5,3	328 004 1,7
Importations de biens et services	241 940 8,4	259 584 7,3	247 543 -4,6	252 899 2,2	261 417 3,4	278 247 6,4	289 637 4,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	405 034 7,5	429 105 5,9	436 762 1,8	450 341 3,1	456 178 1,3	470 568 3,2	483 962 2,8
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	118 134 8,3	125 845 6,5	122 673 -2,5	125 226 2,1	125 040 -0,1	127 657 2,1	128 467 0,6
Industries productrices de services	255 058 7,3	270 266 6,0	279 424 3,4	286 927 2,7	292 653 2,0	302 040 3,2	312 356 3,4
Production industrielle	95 310 7,2	102 504 7,5	98 063 -4,3	99 551 1,5	98 763 -0,8	100 823 2,1	100 935 0,1
Fabrication de biens non durables	29 052 1,5	31 247 7,6	32 140 2,9	32 493 1,1	32 187 -0,9	32 509 1,0	32 025 -1,5
Fabrication de biens durables	53 526 11,6	58 033 8,4	52 833 -9,0	53 867 2,0	53 677 -0,4	54 931 2,3	55 207 0,5
Fabrication	82 814 8,1	89 873 8,5	85 316 -5,1	86 965 1,9	86 432 -0,6	88 018 1,8	87 808 -0,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 886 9,8	4 671 -4,4	4 418 -5,4	4 439 0,5	4 403 -0,8	4 605 4,6	4 862 5,6
Construction	17 963 14,4	18 552 3,3	20 090 8,3	21 117 5,1	21 753 3,0	22 109 1,6	22 562 2,0
Commerce de gros	24 339 11,8	26 245 7,8	26 501 1,0	27 442 3,6	28 641 4,4	30 163 5,3	32 320 7,2
Commerce de détail	18 618 5,0	19 962 7,2	20 875 4,6	22 328 7,0	23 088 3,4	23 885 3,5	24 877 4,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Manitoba[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	16 275	17 146	17 733	18 626	19 421	20 384	21 309
	3,8	5,4	3,4	5,0	4,3	5,0	4,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 600	2 890	2 796	3 004	3 413	4 085	4 437
	8,7	11,2	-3,3	7,4	13,6	19,7	8,6
Intérêts et revenus divers de placements	2 702	3 041	3 011	2 555	1 876	2 403	2 929
	2,7	12,5	-1,0	-15,1	-26,6	28,1	21,9
Revenu net des entreprises individuelles	2 209	2 245	2 357	2 490	2 529	2 597	2 702
	4,2	1,6	5,0	5,6	1,6	2,7	4,0
Impôts moins subventions	4 010	4 259	4 399	4 801	4 778	4 805	4 870
	-1,3	6,2	3,3	9,1	-0,5	0,6	1,4
Revenu personnel disponible	21 133	22 102	22 974	23 678	24 406	25 589	26 276
	3,0	4,6	3,9	3,1	3,1	4,8	2,7
Taux d'épargne personnelle[2]	4,8	4,9	4,8	3,1	2,5	2,5	0,1

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	19 202	19 629	20 000	20 570	20 952	21 660	22 346
	2,1	2,2	1,9	2,9	1,9	3,4	3,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	7 064	7 201	7 460	7 651	8 013	8 225	8 366
	5,5	1,9	3,6	2,6	4,7	2,6	1,7
Formation brute de capital fixe	5 692	5 598	5 810	5 885	6 176	6 625	6 995
	5,5	-1,7	3,8	1,3	4,9	7,3	5,6
Investissements en stocks	202	517	-142	132	674	138	123

Exportations de biens et services	19 632	20 634	21 144	21 140	21 075	22 305	22 738
	2,7	5,1	2,5	-0,0	-0,3	5,8	1,9
Importations de biens et services	20 296	20 729	21 170	21 754	22 853	24 065	24 775
	4,9	2,1	2,1	2,8	5,1	5,3	3,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	31 503	32 846	33 111	33 629	34 074	34 937	35 872
	1,6	4,3	0,8	1,6	1,3	2,5	2,7
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	7 980	8 611	8 216	8 387	8 461	8 646	8 893
	-4,5	7,9	-4,6	2,1	0,9	2,2	2,9
Industries productrices de services	21 145	21 826	22 432	22 867	23 135	23 660	24 237
	4,1	3,2	2,8	1,9	1,2	2,3	2,4
Production industrielle	5 138	5 641	5 458	5 564	5 440	5 620	5 897
	-6,1	9,8	-3,2	1,9	-2,2	3,3	4,9
Fabrication	3 553	3 898	3 757	3 910	3 911	3 949	3 988
	-6,9	9,7	-3,6	4,1	0,0	1,0	1,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 567	1 771	1 469	1 507	1 736	1 651	1 477
	2,0	13,0	-17,1	2,6	15,2	-4,9	-10,5
Construction	1 296	1 204	1 349	1 322	1 358	1 435	1 554
	-4,2	-7,1	12,0	-2,0	2,7	5,7	8,3
Commerce de gros	1 850	1 886	1 892	1 958	1 938	1 964	2 046
	3,6	1,9	0,3	3,5	-1,0	1,3	4,2
Commerce de détail	1 674	1 757	1 864	1 955	2 034	2 088	2 170
	8,5	5,0	6,1	4,9	4,0	2,7	3,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Saskatchewan[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	12 825	13 383	13 965	14 617	15 427	15 978	17 001
	3,2	4,4	4,3	4,7	5,5	3,6	6,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	3 929	5 629	4 442	4 804	5 375	6 753	8 374
	11,6	43,3	-21,1	8,1	11,9	25,6	24,0
Intérêts et revenus divers de placements	2 403	2 929	2 560	2 582	2 691	3 083	3 205
	-1,5	21,9	-12,6	0,9	4,2	14,6	4,0
Revenu net des entreprises individuelles	1 775	1 875	1 953	2 014	2 081	2 111	2 202
	1,9	5,6	4,2	3,1	3,3	1,4	4,3
Impôts moins subventions	3 752	3 687	3 740	3 616	3 827	4 035	4 227
	-0,0	-1,7	1,4	-3,3	5,8	5,4	4,8
Revenu personnel disponible	17 517	18 187	18 494	19 049	20 191	21 563	22 249
	4,4	3,8	1,7	3,0	6,0	6,8	3,2
Taux d'épargne personnelle[2]	0,5	-0,9	-2,6	-4,6	-3,3	0,1	-1,4

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	16 581	17 008	17 236	17 680	18 146	18 456	18 972
	2,3	2,6	1,3	2,6	2,6	1,7	2,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	6 090	6 166	6 389	6 542	6 641	6 769	6 961
	-0,4	1,2	3,6	2,4	1,5	1,9	2,8
Formation brute de capital fixe	7 034	6 999	6 931	6 543	7 103	7 199	7 579
	1,9	-0,5	-1,0	-5,6	8,6	1,4	5,3
Investissements en stocks	624	358	-584	-149	1 504	1 318	1 826

Exportations de biens et services	20 123	21 420	21 805	21 221	20 834	22 806	23 249
	1,4	6,4	1,8	-2,7	-1,8	9,5	1,9
Importations de biens et services	19 966	20 700	20 938	21 098	22 127	23 355	24 333
	4,2	3,7	1,1	0,8	4,9	5,5	4,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	30 459	31 252	30 953	30 824	32 081	33 139	34 157
	0,2	2,6	-1,0	-0,4	4,1	3,3	3,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	11 276	11 455	10 437	9 775	10 797	11 211	11 787
	-1,5	1,6	-8,9	-6,3	10,5	3,8	5,1
Industries productrices de services	17 097	17 555	18 133	18 591	19 019	19 560	20 009
	2,9	2,7	3,3	2,5	2,3	2,8	2,3
Production industrielle	6 727	6 973	6 961	6 721	7 079	7 227	7 505
	-6,7	3,7	-0,2	-3,4	5,3	2,1	3,8
Fabrication de biens non durables	918	1 128	1 199	1 069	1 151	1 161	1 199
	-11,9	22,9	6,3	-10,8	7,7	0,9	3,3
Fabrication de biens durables	1 080	1 072	1 014	974	991	1 142	1 307
	10,9	-0,7	-5,4	-3,9	1,7	15,2	14,4
Fabrication	1 933	2 144	2 166	1 980	1 969	2 113	2 295
	-2,6	10,9	1,0	-8,6	-0,6	7,3	8,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 028	2 991	1 919	1 579	2 080	2 286	2 509
	10,2	-1,2	-35,8	-17,7	31,7	9,9	9,8
Construction	1 561	1 537	1 628	1 584	1 613	1 671	1 738
	3,2	-1,5	5,9	-2,7	1,8	3,6	4,0
Commerce de gros	1 590	1 645	1 650	1 659	1 726	1 818	1 903
	1,7	3,5	0,3	0,5	4,0	5,3	4,7
Commerce de détail	1 347	1 415	1 479	1 551	1 559	1 603	1 673
	5,9	5,0	4,5	4,9	0,5	2,8	4,4

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Alberta[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	54 628 3,6	60 392 10,6	67 757 12,2	70 868 4,6	74 629 5,3	81 359 9,0	89 841 10,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	16 236 39,1	30 206 86,0	28 909 -4,3	23 229 -19,6	33 109 42,5	40 186 21,4	52 425 30,5
Intérêts et revenus divers de placements	8 856 15,1	14 395 62,5	14 294 -0,7	10 869 -24,0	13 636 25,5	15 157 11,2	19 322 27,5
Revenu net des entreprises individuelles	6 672 9,5	7 143 7,1	7 771 8,8	8 495 9,3	8 907 4,8	9 382 5,3	10 273 9,5
Impôts moins subventions	9 619 3,3	10 015 4,1	7 297 -27,1	10 942 50,0	11 375 4,0	12 110 6,5	13 050 7,8
Revenu personnel disponible	61 845 4,7	67 790 9,6	75 535 11,4	78 323 3,7	81 946 4,6	88 968 8,6	96 765 8,8
Taux d'épargne personnelle[2]	3,1 ...	4,5 ...	9,5 ...	7,1 ...	6,1 ...	8,1 ...	8,4 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	56 794 3,8	59 659 5,0	61 797 3,6	64 313 4,1	66 611 3,6	70 087 5,2	74 797 6,7
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	17 124 2,4	18 164 6,1	18 899 4,0	19 515 3,3	20 380 4,4	21 157 3,8	22 183 4,8
Formation brute de capital fixe	31 997 -3,7	37 374 16,8	41 083 9,9	40 620 -1,1	43 185 6,3	47 883 10,9	55 970 16,9
Investissements en stocks	560 ...	838 ...	-1 264 ...	-1 426 ...	1 899 ...	1 285 ...	1 687 ...
Exportations de biens et services	68 919 3,0	75 070 8,9	75 371 0,4	76 092 1,0	76 395 0,4	80 691 5,6	81 535 1,0
Importations de biens et services	61 027 3,5	70 013 14,7	72 404 3,4	72 753 0,5	78 241 7,5	83 930 7,3	90 923 8,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	114 227 1,4	121 153 6,1	123 250 1,7	125 926 2,2	129 553 2,9	136 602 5,4	142 896 4,6
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	45 674 0,4	48 720 6,7	47 535 -2,4	47 006 -1,1	48 225 2,6	50 909 5,6	53 331 4,8
Industries productrices de services	63 387 3,5	67 374 6,3	71 530 6,2	74 393 4,0	77 440 4,1	80 765 4,3	84 735 4,9
Production industrielle	34 285 -0,2	35 733 4,2	34 370 -3,8	34 544 0,5	34 801 0,7	36 267 4,2	37 034 2,1
Fabrication de biens non durables	6 017 1,8	6 843 13,7	5 976 -12,7	5 960 -0,3	5 776 -3,1	6 073 5,1	6 201 2,1
Fabrication de biens durables	4 874 -3,7	5 900 21,1	6 085 3,1	5 853 -3,8	5 867 0,2	6 322 7,8	6 983 10,5
Fabrication	10 869 -1,3	12 762 17,4	12 090 -5,3	11 766 -2,7	11 654 -1,0	12 406 6,5	13 193 6,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 514 11,3	3 567 1,5	2 981 -16,4	2 247 -24,6	2 939 30,8	3 302 12,4	3 566 8,0
Construction	7 847 -1,1	9 352 19,2	10 154 8,6	10 197 0,4	10 239 0,4	11 317 10,5	13 217 16,8
Commerce de gros	5 162 1,3	5 489 6,3	5 727 4,3	5 775 0,8	5 995 3,8	6 420 7,1	7 104 10,7
Commerce de détail	4 920 4,1	5 242 6,5	5 778 10,2	6 240 8,0	6 472 3,7	6 837 5,6	7 503 9,7

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Colombie-Britannique[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	64 045 3,4	68 369 6,8	70 044 2,4	72 900 4,1	75 605 3,7	80 158 6,0	85 402 6,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	9 309 26,9	11 596 24,6	11 392 -1,8	11 389 -0,0	12 705 11,6	17 009 33,9	20 011 17,6
Intérêts et revenus divers de placements	8 365 0,1	10 184 21,7	8 834 -13,3	8 828 -0,1	9 023 2,2	9 583 6,2	9 914 3,5
Revenu net des entreprises individuelles	8 723 5,3	9 078 4,1	9 637 6,2	10 591 9,9	11 289 6,6	12 108 7,3	12 814 5,8
Impôts moins subventions	14 972 3,1	15 608 4,2	15 810 1,3	16 443 4,0	17 462 6,2	18 486 5,9	19 540 5,7
Revenu personnel disponible	77 412 4,1	81 901 5,8	85 332 4,2	88 594 3,8	91 237 3,0	96 026 5,2	101 046 5,2
Taux d'épargne personnelle[2]	-2,0 ...	-1,5 ...	-1,0 ...	-2,9 ...	-4,5 ...	-5,1 ...	-5,7 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	75 648 2,8	77 953 3,0	79 626 2,1	82 341 3,4	84 809 3,0	88 488 4,3	92 348 4,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	22 761 -0,5	23 701 4,1	24 838 4,8	25 112 1,1	25 137 0,1	25 485 1,4	25 858 1,5
Formation brute de capital fixe	22 898 2,9	23 498 2,6	25 124 6,9	25 359 0,9	27 897 10,0	31 158 11,7	33 571 7,7
Investissements en stocks	662 ...	1 966 ...	-342 ...	352 ...	793 ...	1 046 ...	1 737 ...
Exportations de biens et services	55 575 8,8	60 346 8,6	59 271 -1,8	60 017 1,3	61 751 2,9	65 583 6,2	67 472 2,9
Importations de biens et services	57 889 6,1	62 310 7,6	62 464 0,2	62 677 0,3	66 124 5,5	71 035 7,4	75 088 5,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	119 604 3,2	125 145 4,6	125 924 0,6	130 445 3,6	134 131 2,8	140 263 4,6	145 501 3,7
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	28 503 4,8	30 632 7,5	30 038 -1,9	30 967 3,1	31 575 2,0	33 217 5,2	34 327 3,3
Industries productrices de services	80 518 2,4	83 343 3,5	85 131 2,1	87 937 3,3	90 218 2,6	93 613 3,8	96 851 3,5
Production industrielle	18 255 10,0	20 535 12,5	19 605 -4,5	20 329 3,7	20 187 -0,7	20 557 1,8	21 175 3,0
Fabrication de biens non durables	4 840 20,1	5 256 8,6	5 360 2,0	5 293 -1,3	5 315 0,4	5 277 -0,7	5 284 0,1
Fabrication de biens durables	8 027 11,4	9 908 23,4	8 694 -12,3	8 903 2,4	8 945 0,5	9 512 6,3	9 971 4,8
Fabrication	12 809 14,1	14 954 16,7	13 634 -8,8	13 654 0,1	13 751 0,7	14 241 3,6	14 674 3,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 536 -3,3	4 470 -1,5	4 588 2,6	4 542 -1,0	4 771 5,0	5 240 9,8	5 331 1,7
Construction	5 718 -3,6	5 635 -1,5	5 854 3,9	6 153 5,1	6 686 8,7	7 557 13,0	7 956 5,3
Commerce de gros	5 368 0,7	5 539 3,2	5 628 1,6	5 940 5,5	6 196 4,3	6 648 7,3	7 157 7,7
Commerce de détail	6 370 2,1	6 707 5,3	6 968 3,9	7 155 2,7	7 369 3,0	7 748 5,1	8 086 4,4

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Yukon[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	630	681	689	708	728	777	834
	3,4	8,1	1,2	2,8	2,8	6,7	7,3
Bénéfices des sociétés avant impôts	37	71	116	74	81	111	125
	-33,9	91,9	63,4	-36,2	9,5	37,0	12,6
Intérêts et revenus divers de placements	56	54	50	46	47	56	64
	0,0	-3,6	-7,4	-8,0	2,2	19,1	14,3
Revenu net des entreprises individuelles	77	84	88	95	101	106	115
	4,1	9,1	4,8	8,0	6,3	5,0	8,5
Impôts moins subventions	79	82	86	92	95	95	99
	-2,5	3,8	4,9	7,0	3,3	0,0	4,2
Revenu personnel disponible	771	823	853	910	949	998	1 071
	4,3	6,7	3,6	6,7	4,3	5,2	7,3
Taux d'épargne personnelle[2]	18,3	16,2	15,6	16,8	15,0	16,5	17,8

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	606	648	666	688	723	741	768
	3,2	6,9	2,8	3,3	5,1	2,5	3,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	555	563	540	570	565	585	610
	0,0	1,4	-4,1	5,6	-0,9	3,5	4,3
Formation brute de capital fixe	293	255	301	304	318	374	468
	28,5	-13,0	18,0	1,0	4,6	17,6	25,1
Investissements en stocks	-3	13	10	19	5	-13	8

Exportations de biens et services	361	364	382	339	322	346	323
	-12,2	0,8	4,9	-11,3	-5,0	7,5	-6,6
Importations de biens et services	743	728	732	767	791	847	910
	5,7	-2,0	0,5	4,8	3,1	7,1	7,4
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 070	1 112	1 161	1 146	1 138	1 187	1 249
	-2,1	3,9	4,4	-1,3	-0,7	4,3	5,2
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	155	158	177	160	147	183	210
	-13,9	1,9	12,0	-9,6	-8,1	24,5	14,8
Industries productrices de services	860	901	919	928	941	955	984
	1,8	4,8	2,0	1,0	1,4	1,5	3,0
Production industrielle	79	84	85	78	68	87	93
	-28,8	6,3	1,2	-8,2	-12,8	27,9	6,9
Fabrication	2	3	3	2	2	2	3
	100,0	50,0	0,0	-33,3	0,0	0,0	50,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4	4	5	4	4	4	3
	0,0	0,0	25,0	-20,0	0,0	0,0	-25,0
Construction	71	69	87	77	75	93	118
	9,2	-2,8	26,1	-11,5	-2,6	24,0	26,9
Commerce de gros	39	40	39	33	34	34	37
	0,0	2,6	-2,5	-15,4	3,0	0,0	8,8
Commerce de détail	58	61	66	70	71	71	76
	1,8	5,2	8,2	6,1	1,4	0,0	7,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Territoires du Nord-Ouest[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 055	1 124	1 296	1 399	1 452	1 532	1 654
...	...	6,5	15,3	7,9	3,8	5,5	8,0
Bénéfices des sociétés avant impôts	537	568	764	643	1 140	1 454	1 154
...	...	5,8	34,5	-15,8	77,3	27,5	-20,6
Intérêts et revenus divers de placements	84	163	168	197	252	363	316
...	...	94,0	3,1	17,3	27,9	44,0	-12,9
Revenu net des entreprises individuelles	120	122	136	147	160	173	183
...	...	1,7	11,5	8,1	8,8	8,1	5,8
Impôts moins subventions	124	138	154	168	183	197	198
...	...	11,3	11,6	9,1	8,9	7,7	0,5
Revenu personnel disponible	1 061	1 133	1 292	1 326	1 363	1 436	1 542
...	...	6,8	14,0	2,6	2,8	5,4	7,4
Taux d'épargne personnelle[2]	16,5	16,2	22,9	20,8	17,6	18,2	19,5
...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	861	900	930	957	999	1 030	1 065
...	...	4,5	3,3	2,9	4,4	3,1	3,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	932	919	951	975	1 027	1 043	1 047
...	...	-1,4	3,5	2,5	5,3	1,6	0,4
Formation brute de capital fixe	562	824	1 331	1 233	748	1 099	1 322
...	...	46,6	61,5	-7,4	-39,3	46,9	20,3
Investissements en stocks	55	37	5	6	30	-40	22
...
Exportations de biens et services	1 203	1 471	1 757	1 993	2 967	3 169	2 993
...	...	22,3	19,4	13,4	48,9	6,8	-5,6
Importations de biens et services	1 333	1 714	2 015	2 006	1 920	2 148	2 320
...	...	28,6	17,6	-0,4	-4,3	11,9	8,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	2 267	2 412	2 924	3 112	3 734	4 018	4 024
...	...	6,4	21,2	6,4	20,0	7,6	0,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	842	925	1 464	1 545	2 052	2 293	2 260
...	...	9,9	58,3	5,5	32,8	11,7	-1,4
Industries productrices de services	1 281	1 301	1 357	1 445	1 502	1 532	1 572
...	...	1,6	4,3	6,5	3,9	2,0	2,6
Production industrielle	638	634	980	1 126	1 715	1 880	1 761
...	...	-0,6	54,6	14,9	52,3	9,6	-6,3
Fabrication de biens non durables	4	5	12	7	9	8	8
...	...	25,0	140,0	-41,7	28,6	-11,1	0,0
Fabrication de biens durables	1	3	7	13	7	7	7
...	...	200,0	133,3	85,7	-46,2	0,0	0,0
Fabrication	3	4	9	9	7	6	6
...	...	33,3	125,0	0,0	-22,2	-14,3	0,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	17	15	16	17	17	18	18
...	...	-11,8	6,7	6,3	0,0	5,9	0,0
Construction	194	275	460	370	260	329	418
...	...	41,8	67,3	-19,6	-29,7	26,5	27,1
Commerce de gros	47	49	48	51	54	55	58
...	...	4,3	-2,0	6,3	5,9	1,9	5,5
Commerce de détail	51	54	54	58	59	61	65
...	...	5,9	0,0	7,4	1,7	3,4	6,6

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nunavut[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	431	480	557	627	657	703	742
...	...	11,4	16,0	12,6	4,8	7,0	5,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	94	110	64	57	52	61	40
...	...	17,0	-41,8	-10,9	-8,8	17,3	-34,4
Intérêts et revenus divers de placements	24	25	24	21	25	32	33
...	...	4,2	-4,0	-12,5	19,0	28,0	3,1
Revenu net des entreprises individuelles	50	56	62	67	73	77	78
...	...	12,0	10,7	8,1	9,0	5,5	1,3
Impôts moins subventions	36	38	45	47	51	47	53
...	...	5,6	18,4	4,4	8,5	-7,8	12,8
Revenu personnel disponible	616	656	697	747	793	839	882
...	...	6,5	6,3	7,2	6,2	5,8	5,1
Taux d'épargne personnelle[2]	44,6	44,4	43,5	43,1	41,9	42,0	41,6
...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	331	348	370	391	417	434	449
...	...	5,1	6,3	5,7	6,6	4,1	3,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	622	647	697	716	741	761	779
...	...	4,0	7,7	2,7	3,5	2,7	2,4
Formation brute de capital fixe	255	232	257	255	344	398	394
...	...	-9,0	10,8	-0,8	34,9	15,7	-1,0
Investissements en stocks	4	15	16	-24	10	-4	3
...
Exportations de biens et services	256	315	308	303	147	152	143
...	...	23,0	-2,2	-1,6	-51,5	3,4	-5,9
Importations de biens et services	723	751	797	744	804	864	909
...	...	3,9	6,1	-6,6	8,1	7,5	5,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	739	800	847	897	866	885	875
...	...	8,3	5,9	5,9	-3,5	2,2	-1,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	226	255	247	244	192	210	188
...	...	12,8	-3,1	-1,2	-21,3	9,4	-10,5
Industries productrices de services	508	556	605	651	679	681	691
...	...	9,4	8,8	7,6	4,3	0,3	1,5
Production industrielle	144	179	166	122	49	50	42
...	...	24,3	-7,3	-26,5	-59,8	2,0	-16,0
Fabrication	1	2	2	2	1	1	2
...	...	100,0	0,0	0,0	-50,0	0,0	100,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0	1	1	1	2	2	1
...	0,0	0,0	100,0	0,0	-50,0
Construction	82	76	81	126	149	165	152
...	...	-7,3	6,6	55,6	18,3	10,7	-7,9
Commerce de gros	3	3	3	3	4	4	4
...	...	0,0	0,0	0,0	33,3	0,0	0,0
Commerce de détail	26	28	28	30	32	33	34
...	...	7,7	0,0	7,1	6,7	3,1	3,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

À propos de cette publication

Dans cette publication, on donne un aperçu des événements économiques récentes dans les provinces et territoires. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; et 2) le PIB par industrie.

On examine également les tendances des principaux agrégats du PIB en termes de revenus et de dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. En outre, on analyse le PIB par industrie. Cet aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques expliquant les méthodes des comptes nationaux ou analysant un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien*, produit no 11-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, sous le rubrique Comptes économiques provinciaux et PIB provincial par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Les estimations préliminaires sont publiées au printemps suivant l'année de référence et révisées à l'automne de la même année. Lors de la diffusion automnale, des révisions sont aussi apportées aux estimations des trois années antérieures. Normalement, les estimations ne sont plus révisées après cela, sauf quand une révision historique est réalisée, habituellement une fois tous les dix ans. Des révisions statistiques sont faites afin d'intégrer l'information la plus récente tirée des enquêtes, des statistiques sur l'impôt, des comptes publics, des recensements, etc., ainsi que du processus annuel d'étalonnage d'après les comptes d'entrées-sorties.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Cette diffusion inclut des révisions à partir de 2002. De plus, les estimations détaillées sur les administrations publiques ont été mises à jour jusqu'en 2004.

À propos de : *Comptes économiques provinciaux*

Les comptes économiques provinciaux et territoriaux comprennent des estimations du produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses, du PIB réel, des contributions à la variation en pourcentage du PIB réel, des indices implicites de prix, de la provenance et l'emploi du revenu personnel et des tableaux de données détaillés sur les administrations publiques. Les tableaux détaillés sur les administrations publiques comprennent des données sur le revenu et les dépenses, fondées sur les comptes publics.

Des résumés par sous-secteur de l'administration publique (fédérale, provinciale, locale, RPC et RRQ) sont fournis aux tableaux 6 à 10. Les détails sur les revenus sont présentés aux tableaux 11 à 13. Le tableau 11 présente des données désagrégées sur les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les paiements de transfert effectués par des personnes aux administrations publiques. Le tableau 12 comprend les composantes des impôts sur la production et sur les produits, et le tableau 13, une liste des sources de revenus de placements des administrations publiques. Du côté des dépenses, les principaux transferts aux personnes sont présentés au tableau 14 tandis que les subventions et les transferts de capital au secteur des particuliers et au secteur des entreprises figurent au tableau 15. Enfin, le tableau 16 comprend une liste des transferts les plus importants entre les différents paliers de gouvernement.

Tableaux : *Comptes économiques provinciaux*

Tableau 01	Produit intérieur brut, en termes de revenus
Tableau 02	Produit intérieur brut, en termes de dépenses
Tableau 03	Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)
Tableau 04	Contribution à la variation en pourcentage, Produit intérieur brut réel
Tableau 05	Indices implicites de prix, produit intérieur brut réel
Tableau 06	Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques
Tableau 07	Recettes et dépenses de l'administration fédérale
Tableau 08	Recettes et dépenses des administrations provinciales
Tableau 09	Recettes et dépenses des administrations locales
Tableau 10	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec
Tableau 11	Impôts directs - Particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques
Tableau 12	Impôts sur production et importations
Tableau 13	Revenus de placements des administrations publiques
Tableau 14	Transferts des administrations publiques aux particuliers
Tableau 15	Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques
Tableau 16	Transferts entre administrations publiques
Tableau 17	Provenance et emploi du revenu personnel
Tableau 18	Certains indicateurs économiques